

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 28 octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BUTAGAZ SAS**

47/53 rue Raspail  
92300 Levallois-Perret

Références : 2025-574\_INSP\_BUTAGAZ – Arnage\_RAP  
Code AIOT : 0006300967

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement BUTAGAZ SAS implanté 8 route de Mulsanne BP 60 72230 Arnage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BUTAGAZ SAS
- 8 route de Mulsanne BP 60 72230 Arnage
- Code AIOT : 0006300967
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement exploite un dépôt de gaz pétroliers liquéfiés (GPL) avec un réservoir sous talus, ainsi que sous forme conditionnée, en bouteilles. L'établissement est classé SEVESO seuil haut.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Perte d'utilités
- AN25 Prélèvements envtx

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
10	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
11	Réalisation d'exercice POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
12	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
13	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
14	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
15	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le présent contrôle a permis d'aborder l'action nationale sur les pertes d'utilités et l'action nationale sur les premiers prélèvements en cas d'incendie.

L'exploitant a bien référencé les utilités de son site dans son étude de dangers (EDD) et a identifié des mesures compensatoires en cas de perte de ces dernières. Ainsi, en cas de perte d'alimentation réseau, le site est mis à l'arrêt (fermeture des vannes et arrêt des pompes). Seuls les dispositifs de sécurité sont alimentés (communication, commandes des moyens de lutte incendie et détections).

Lors du contrôle, l'exploitant a présenté ses moyens d'alimentation électrique de secours (onduleurs, armoire électrique et groupe électrogène) et a expliqué les équipements qu'ils pouvaient secourir. L'inspection a pu constater, par sondage, que les dispositifs de sécurité restaient alimentés en cas de perte de l'alimentation du réseau.

Bien que la bascule de l'alimentation du réseau électrique vers le réseau de secours soit automatique, **l'inspection demande à l'exploitant de formaliser plus précisément les actions engagées au sein d'une procédure et d'évaluer l'autonomie des équipements de secours.** Ceci concerne le cas d'une perte de longue durée et le détail des actions à entreprendre.

L'étude de dangers (EDD) et le plan d'opération interne (POI) mis à jour intègrent bien les méthodes de premiers prélèvements en cas d'incendie sur le site. À l'aide de guides en lien avec son exploitation, l'exploitant a déterminé les substances susceptibles d'être émises sur son site dans son EDD.

Le POI de l'exploitant identifie les scénarios menant à mettre en place des premiers prélèvements, les points de prélèvements (déterminés en fonction de la direction du vent), les méthodes de prélèvements et les équipements à mettre en œuvre.

L'exploitant a réalisé un exercice POI en juin 2025 avec le service départemental d'intervention et de secours (SDIS). L'exercice POI comprenait la réalisation de premiers prélèvements.

L'inspection demande à l'exploitant d'apporter une réflexion sur les points de prélèvements identifiés, en prenant en considération les zones à risque voisines (par exemple : écoles, ERP...) et d'identifier un laboratoire qui pourrait prendre en charge les prélèvements (sacs Tedlar et lingettes).

Dans le cadre d'un test d'activation des moyens de lutte contre l'incendie, l'inspection a constaté que l'alarme de rassemblement n'était pas audible à certains endroits du site. L'exploitant justifiera que l'alarme reste audible pour les agents présents sur site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a référencé les alimentations d'énergie du site au sein de son étude de dangers. La dernière version de l'étude de dangers date de septembre 2025.  Les utilités référencées sont : l'alimentation électrique, la communication, l'air de commandes des systèmes de sécurité, l'alimentation en eau incendie, la réserve d'eau incendie, la distribution en eau incendie et l'alimentation en fuel des groupes incendie.  Pour chacune de ces utilités, l'exploitant a identifié : l'événement qui pourrait entraîner une perte de cette dernière, les sous-systèmes associés à cette utilité, les conséquences en cas de perte et les mesures de compensations à mettre en place.  Lors de la visite, l'exploitant a présenté l'emplacement des utilités, plus particulièrement des sources d'alimentation électriques, ainsi qu'un logigramme détaillant les sources, leurs équipements associés et les équipements de secours permettant d'assurer le maintien de l'alimentation électrique.  Par sondage, l'inspection a questionné l'exploitant sur les mesures compensatoires mises en œuvre en cas de perte d'alimentation électrique sur un scénario d'accident majeur de l'étude de danger du site. Le contenu de l'accident majeur et des MMR associées sont détaillés en annexe confidentielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]
<b>Constats :</b>  En cas de perte d'alimentation électrique, le site est mis à l'arrêt. Les équipements sont à sécurités positives : fermeture des électrovannes, arrêt des pompes.  Dans son étude de dangers, l'exploitant a identifié les installations critiques en cas de perte d'utilités sur site (renvoi constat N°1).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.  Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
<b>Constats :</b>  Les équipements secourus en cas de perte d'alimentation électrique sont les équipements qui assurent les barrières de sécurité et MMR du site.  Les équipements permettant d'assurer la continuité de l'alimentation électrique du site sont détaillés en annexe confidentiel.  Les équipements de production (relatifs au transfert de produit) sont mis à l'arrêt en cas de perte d'alimentation électrique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/10/2010 Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.  Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du "permis d'intervention" prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

#### **Constats :**

En cas de perte d'alimentation électrique la bascule sur l'alimentation de secours des éléments de sécurité se fait automatiquement. La bascule est réalisée sur des onduleurs.

Si les onduleurs sont déchargés, le relais du secours peut être réalisé par un groupe électrogène. Cependant l'ensemble des équipements alimentés par chacun des onduleurs ne peut pas être secouru par le groupe électrogène selon le schéma mis en place. Cela entraînerait pour l'onduleur ne pouvant être secouru le déclenchement de la défense incendie (action de sécurité positive), si celui-ci venait à se décharger.

Il est donc essentiel que l'exploitant détaille, dans ses consignes, les capacités des différents éléments, les temps à partir desquels il sera nécessaire de mettre en place le groupe électrogène et le cas échéant les actions et mesures compensatoires pour les équipements de sécurité ne

<p>pouvant pas être secourus par le groupe électrogène en particulier vis-à-vis de la défense contre l'incendie.</p> <p><b>Lors de la visite, l'exploitant a présenté les consignes en cas de coupure électrique et les consignes d'après coupure. Au regard des éléments précédemment détaillés, ces consignes apparaissent insuffisamment précises.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Sous un délai de 3 mois</b>, l'exploitant complétera ses consignes en cas de coupure électrique en veillant à expliciter les temps de décharge attendus des équipements de secours (onduleur), en déduira les délais pour la mise en place du groupe électrogène et le cas échéant les mesures compensatoires nécessaires résultant des conséquences des éléments ne pouvant être secourus par le groupe électrogène.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 64 « Équipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les reports des niveaux, alarmes, moyens de lutte incendie et détections sont alimentés en continu en cas de perte d'alimentation électrique.</p> <p>L'exploitant n'a pas évalué les durées d'autonomie des onduleurs et de l'armoire électrique par rapport à leur consommation. La stratégie à adopter en fonction de la durée de la perte de l'alimentation électrique n'est pas détaillée dans les consignes (cf. annexe confidentielle Arrêts et mise en sécurité (3.a)) et le cas échéant les mesures compensatoires à mettre en œuvre.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Sous un délai de 3 mois</b> , l'exploitant évaluera les durées d'autonomies des moyens de secours électriques de son site, déterminera les actions à réaliser en fonction de la durée de la perte de l'alimentation électrique, ainsi que les mesures compensatoires éventuellement nécessaires en cas d'arrêt de longue durée et de la perte de l'onduleur ne pouvant être secouru. Les deux derniers éléments peuvent être réalisés par mise à jour des consignes prévues au point n°4.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 « Utilités.  L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.  L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.  Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »
<b>Constats :</b>  La liste des moyens de secours électrique et le plan associé en cas de perte d'électricité a été présenté par l'exploitant (voir constat N°1).  Lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence de chaque équipement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 5. Mesures de maîtrise des risques. « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des



<p>risques agissant sur un même scénario accidentel.</p> <p>Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les besoins en énergie des équipements secourus n'ont pas été évalués par l'exploitant. Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que dans la mesure où l'activité du site est à l'arrêt, seuls les dispositifs de secours continuent à être alimentés. Ces derniers ne sont pas sujets à consommer beaucoup d'énergie d'après l'exploitant. <b>Il est nécessaire que l'exploitant évalue le temps de décharge et adapte ses consignes en conséquences.</b></p> <p>En termes d'autonomie des alimentations de secours électriques, la procédure de l'onduleur impose :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— 2 heures d'autonomie minimum pour les centrales incendie, groupes motopompes,</li> <li>— 15 min à 1 h pour les autres : automate process, énergie de secours, jaugeur, réseau informatique, etc.</li> </ul> <p>Le groupe électrogène dispose d'une réserve et il peut être réalimenté par le stockage de GNR (environ 15 m<sup>3</sup>) présent sur le site. Sans avoir été estimé, la durée associée à une telle capacité apparaît conséquente.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Maintenance et test</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés.</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté la procédure de maintenance et d'entretien des onduleurs (MI. PG/TM.01. JR) et la procédure de maintenance de l'armoire électrique (MI. PG/TM.01. JK). Ces procédures comprennent : la description de l'installation électrique, les modalités de contrôles périodiques et les conditions de remplacement.</p>

Conformément à la procédure, l'exploitant réalise un test de coupure sur l'armoire électrique tous les mois. Le dernier test a eu lieu le 26/09/2025. Le test est noté concluant et répondant aux attentes dans le système de GMAO du site. Conformément à la procédure, l'exploitant réalise un test de coupure sur les onduleurs tous les 3 mois. Le dernier test date du 15/07/2025.

Les onduleurs sont remplacés tous les 5 ans. En cas d'absence d'anomalie lors du contrôle annuel, l'échéance de remplacement de l'onduleur peut être repoussée d'1 an. La durée de vie maximale ne peut pas dépasser 8 ans.

En local non climatisé, les batteries de l'armoire électrique sont remplacés tous les 6 ans. En cas d'absence d'anomalie lors du contrôle annuel, l'échéance de remplacement des batteries peut être repoussée d'1 an. La durée de vie maximale ne peut pas dépasser 8 ans.

Les condensateurs de filtrage sont remplacés tous les 6 ans.

Suite à la visite, l'exploitant a envoyé :

- le rapport de maintenance du contrôle électrique du groupe électrogène en date du 09/10/2024,
- le rapport de maintenance du contrôle mécanique du groupe électrogène en date du 13/02/2025.
- le rapport de maintenance des onduleurs (groupe électrogène et armoire électrique) en date du 03/09/2025,
- le rapport de maintenance préventive de l'armoire électrique en date du 13/11/2024,
- le rapport de maintenance préventive de l'armoire électrique en date du 17/07/2025.

#### *Onduleurs :*

Les critères vérifiés lors des contrôles des onduleurs sont :

- mesures de la puissance, du voltage et du courant,
- tests de charge/décharge,
- estimation de l'autonomie de l'onduleur,
- contrôle visuel et dépoussiérage.

L'autonomie des onduleurs est estimée à 999 min, soit 16 h environ.

Des essais de décharge sont réalisés sur une durée de 10 min.

#### *Armoire électrique :*

Les critères vérifiés lors des contrôles des batteries de l'armoire électrique sont :

- vérifications des paramètres de régulation,
- tests de charge/décharge,
- tests des alarmes,
- contrôle visuel et dépoussiérage.

Le rapport demande des actions correctives telles que le remplacement d'une carte alarme (résistance grillée). L'exploitant a justifié que ce remplacement a été effectué le 20/03/2025.

Des essais en charge sont réalisés sur une durée de 60 min.

#### *Groupe électrogène :*

Les critères vérifiés lors du contrôle mécanique du groupe électrogène sont un contrôle visuel, un test des lampes, des essais, contrôle du démarreur électrique, une vidange et la vérification des filtres.

Les critères vérifiés lors du contrôle électrique du groupe électrogène sont un contrôle visuel, un test des lampes, des essais, une mesure de la tension, un contrôle du démarreur électrique et un essai de la chaîne de sécurité et alarmes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Plan d'action (6)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/10/2010 Art 56 Utilités. L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026.
<b>Constats :</b>  En cas de perte d'utilités, l'exploitant a justifié assurer la fourniture d'alimentation électrique sur les barrières et mesures de maîtrise des risques de son site (maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation du réseau). L'exploitant a présenté une procédure en cas de perte d'alimentation électrique. Cette procédure appelle à être complétée (renvoi constat N°4).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Mise à jour du POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
<b>Constats :</b>  Le POI de l'établissement a été mis à jour le 24/06/2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Réalisation d'exercice POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier exercice POI du site a été réalisé en juin 2025 avec la participation du SDIS. Les mesures de premiers prélèvements ont été réalisées dans le cadre de cet exercice.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</li> <li>— les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »</li> </ul> <p>Annexe V – i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'EDD mise à jour du site identifie les produits de décompositions susceptibles d'être émis dans l'atmosphère et au sol.</p> <p>La fiche N°27 du POI identifie les zones incendie pour lesquels un prélèvement doit être réalisé. La fiche N°27-4 « Fiche de communication des mesures » demande à renseigner :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— prélèvements dans l'air : les points de prélèvements sous panache, la date, l'horaire et les résultats de mesures des substances recherchées,</li> <li>— prélèvements sur le sol : la date, l'horaire, les résultats de mesures des substances.</li> </ul> <p><u>Observation :</u> les points de prélèvements ont été choisis en fonction de l'orientation du vent, mais pas en fonction de l'exposition à une population sensible (école, ERP...).</p> <p><b>L'exploitant engagera une réflexion sur le positionnement des points de prélèvements retenus.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Stratégie de prélèvement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</li> </ul> <p>[...]</p>

<p>— les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</p> <p>— les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.[...]</p> <p>Annexe V – i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La fiche N°27-5 « Méthodes de prélèvements à l'attention du préleveur » du POI indique :</p> <p>— la liste des équipements à rassembler avant le départ vers les points de prélèvements,</p> <p>— la méthode de prélèvement à réaliser en cas de prélèvement « sous le vent » et de prélèvement « à l'opposé du vent ».</p> <p>L'exploitant est équipé pour réaliser un prélèvement témoin et un prélèvement dans le panache. Pour les prélèvements dans l'air, les moyens de prélèvements retenus par l'exploitant sont des tubes Dräger et des sacs Tedlar. L'exploitant dispose de 2 tubes par substances recherchées (1 tube témoin et 1 tube pour le panache). Pour les prélèvements sur le sol, le moyen de prélèvement retenu par l'exploitant est la lingette.</p> <p><u>Observation :</u> L'exploitant n'a pas identifié de laboratoire en capacité d'analyser les lingettes et les sacs Tedlar. L'exploitant s'accordera avec un laboratoire d'analyses pour s'assurer que les prélèvements soient analysés dans un délai raisonnable, conformément au paragraphe 6.2 du guide France-Chimie-Ufip EM « Guide professionnel à l'usage des industriels de la chimie et du pétrole sur les produits de décomposition émis par un incendie ».</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 14 : Personnels compétents

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <p>— les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</p> <p>[...]</p> <p>— les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit</p>

<p>compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V – i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a déclaré qu'une formation interne sur l'utilisation des moyens de prélèvements a été dispensée à 3 agents du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : Liste des produits de décomposition**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Produits de décomposition</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'EDD mise à jour établit la liste des produits de décompositions du site en cas d'incendie des bouteilles composites ou des cubes, en prenant référence du guide France-Chimie-Ufip EM « Guide professionnel à l'usage des industriels de la chimie et du pétrole sur les produits de décomposition émis par un incendie » et en tenant compte de l'avis du 1er décembre 2022 relatif à la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Les produits de décomposition relevés par l'exploitant en cas d'incendie des bouteilles composites ou des cubes sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour les bouteilles composites : <ul style="list-style-type: none"> <li>— substances prioritaires : CO, HCN, NOx, Aldéhydes,</li> <li>— autres substances : COVs, CO<sub>2</sub>, HAPs, Métaux.</li> </ul> </li> <li>• pour les cubes : <ul style="list-style-type: none"> <li>— substances prioritaires : CO<sub>2</sub>, CO, HCN, NOx, HAPs*, Aldéhydes,</li> <li>— autres substances : COVs.</li> </ul> </li> </ul> <p>* produit à prélever lors de la phase d'accompagnement qui suit la phase d'urgence</p> <p>Par approche majorante, dans le POI, l'exploitant a retenu que l'ensemble des substances prioritaires seront considérées comme des produits de décompositions en cas d'incendie des bouteilles composites ou des cubes (pas de distinction entre les scénarios d'incendie de bouteilles ou de cubes).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>